



Westminster & City News

NUMÉRO 35

Du 18 au 24 septembre 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

Le Chancelier a présenté un nouveau plan de soutien centré sur l'emploi et la liquidité des entreprises – Le dispositif de chômage partiel, qui disparaît fin octobre, sera remplacé par le *Job Support Scheme*, à partir du 1er novembre et pour 6 mois. Le gouvernement subventionnera le salaire des employés effectuant au minimum un tiers de leurs heures habituelles, avec un plafond de 697£. Les heures travaillées seront payées par l'employeur, tandis que le gouvernement et l'employeur partageront le paiement de 2/3 des heures chômées. Le dispositif de soutien aux travailleurs indépendants est également prolongé, avec une subvention à hauteur de 20 % des profits mensuels. Le dispositif de prêts garantis par le gouvernement est étendu jusqu'à fin novembre, et la maturité des prêts pourra être prolongée de 6 à 10 ans. Des périodes de moratoire de six mois sur les intérêts et le capital seront ouvertes. Enfin, la réduction de la TVA de 20 % à 5 % pour les secteurs de l'hospitalité et du tourisme s'appliquera jusqu'au 31 mars 2021.

A. Bailey a clarifié que la Banque d'Angleterre n'a pas l'intention d'adopter des taux négatifs à court terme – Lors d'une intervention devant la *British Chambers of Commerce* le 22 septembre, le gouverneur de la Banque centrale (BoE) a cherché à rassurer les acteurs économiques en indiquant que la BoE souhaitait disposer de cet outil dans son arsenal, mais qu'elle n'avait pas l'attention d'abaisser son taux directeur en dessous de 0 pour le moment. A. Bailey a rappelé que la mise en place de cet outil était un processus long, notamment car elle nécessitait un exercice de communication approfondi avec le public et les banques. A propos de la conjoncture, il a indiqué que la reprise économique avait été rapide et substantielle au Royaume-Uni, supérieure aux attentes de la banque centrale, bien que très hétérogène selon les secteurs. Cependant, A. Bailey s'attend à ce que le rythme de la reprise diminue, en raison de la recrudescence de la pandémie et de l'incertitude sur le futur, exacerbée par le Brexit.

La première estimation des PMI de septembre pointe vers un ralentissement de l'activité – Le flash PMI composite de Markit a diminué de 59,1 en août à 55,7 en septembre, en dessous du consensus à 56,1. Cette baisse est imputée à la disparation graduelle des mesures de soutien et à la normalisation de l'activité économique après les gains de rattrapage enregistrés cet été. Le PMI flash des services s'est établi à 55,1 en septembre contre 58,8 en août et le PMI flash manufacturier était également en baisse à 54,3 en septembre contre 55,2 en août. Les attentes des entreprises à propos de la croissance de la demande sur les douze prochains mois ont diminué pour le deuxième mois consécutif, à son niveau le plus faible depuis mai. L'indice sur l'emploi est resté en territoire de contraction à 43.

Les ventes au détail ont augmenté de 2,8 % en août en glissement annuel, après + 1,4 % en juillet – Les ventes d'août ont été soutenue par la faible proportion de britanniques ayant pris des vacances à l'étranger et ayant reporté leurs dépenses au niveau domestique, supérieures aux dépenses qui auraient été effectuées par les touristes internationaux. Le volume de ventes au détail se situe maintenant 4 % au-dessus de son niveau pré-covid. Les ventes de biens ménagers se sont établies en hausse de 9,9 % par rapport à leur niveau pré-covid, continuant de bénéficier de l'effet de rattrapage post-confinement. Les ventes d'alimentaire ont augmenté de 3,5 % en août en glissement annuel, à un niveau comparable à la période pré-covid. En revanche, les ventes de vêtements continuent d'être faibles, s'établissant 15,9 % en dessous de leur niveau de février. Toutefois, ces tendances auraient tendance à s'essouffler voire à s'inverser selon les dernières données de fréquentation, en baisse, des centres commerciaux mi-septembre.

POLITIQUE COMMERCIALE

Les fédérations du secteur financier britanniques et américaines annoncent la création de la *British American Finance Alliance* – Tandis que les négociations commerciales entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis se poursuivent, les fédérations du secteur financier, telles que la britannique *City UK* et l'américaine *Securities Industry and Financial Markets Association*, préparent la création de la *British American Finance Alliance* (BAFA). Selon Politico, BAFA aurait pour objectif de créer une instance de dialogue entre les acteurs de l'industrie financière afin de favoriser la mise en place d'approches communes de part et d'autre de l'Atlantique en matière de législation financière et d'harmonisation des tests de résistance des banques. Pour mémoire, les exportations britanniques de services financiers ont atteint en 2019 plus de 80 Md£ (24,5% du total des exportations de services), contre 44,7 Md£ pour les importations (20,1% du total).

Londres poursuit les négociations commerciales avec Canberra, et doit prochainement entamer des discussions avec Ottawa – Le deuxième cycle de négociations entre le Royaume-Uni et l'Australie s'est tenu cette semaine, à l'occasion duquel les parties auraient échangé des propositions de textes selon Politico. La ministre britannique au Commerce international Elizabeth Truss avait également indiqué que les parties échangent sur les services financiers et de télécommunication, ainsi que sur les biens agroalimentaires. Pour sa part, le Canada, qui s'était refusé l'année dernière à entrer en négociations avec Londres, devrait entamer des discussions avec le Royaume-Uni en vue de parvenir à un accord de libre-échange d'ici la fin de la période de transition afin d'éviter un *cliff-edge* dans leur relation commerciale. Cet accord devrait se contenter, modulo certaines dispositions, de reprendre dans sa quasi-intégralité l'accord UE-Canada. En outre, dans un communiqué de presse du 21 septembre, la ministre canadienne au commerce Mary Ng a apporté son soutien à l'élargissement de l'Accord de Partenariat transpacifique, confortant ainsi le Royaume-Uni qui affiche son intention d'y accéder depuis plusieurs mois.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

Le *Financial Services Regulatory Initiatives Forum* actualise son calendrier réglementaire 2021/22 – Composé de représentants des différentes autorités britanniques de régulation et de supervision, le Forum actualise au moins deux fois par an un rapport détaillant son calendrier ([grille](#)) des initiatives réglementaires en cours et à venir pour offrir une plus grande prévisibilité aux acteurs de marché. Ainsi, la précédente et première édition du rapport en mai 2020 s'est avérée particulièrement utile dans le contexte de la crise du coronavirus. Les membres du Forum ont travaillé en étroite collaboration avec les entreprises pour coordonner leur réponse, ce qui a permis d'annuler ou de retarder plusieurs initiatives afin d'ajuster la charge opérationnelle des entreprises. Dans sa mise à jour de septembre, le rapport recense une centaine de projets (contre 85 en mai) déployés sur 2021-2022. Il met notamment l'accent sur les transpositions des réglementations CRDV et BRRD2, une revue de Solvabilité 2 (consultation à l'automne 2020), et l'abandon du taux LIBOR. En outre, la remise du rapport sur la revue stratégie des fintechs est confirmée pour le T1-2021.

Le LSEG entre en pourparlers exclusifs avec *Euronext* à propos de la vente de la *Borsa Italiana* – Le *London Stock Exchange Group* a entamé des pourparlers exclusifs en vue de vendre la bourse de Milan à son rival *Euronext*, dans le cadre d'une concession visant à obtenir l'approbation de son opération de 27 milliards de dollars pour l'achat du groupe de données *Refinitiv*. Le LSEG avait mis en vente ses actifs italiens au cours de l'été afin de persuader les autorités européennes de la concurrence d'entériner son rachat de *Refinitiv*. *Euronext* a devancé la *Deutsche Börse* (Allemagne) et le *SIX Group* (Suisse) dans la bataille pour acquérir la *Borsa Italiana*. *Euronext* avait soumis une offre conjointe avec la banque italienne *Intesa Sanpaolo* et l'investisseur public *Cassa Depositi e Prestiti* (CDP), en vertu de laquelle la CDP prendrait une participation de 8 % dans *Euronext*. Le LSE a déclaré vendredi qu'un accord avec *Euronext* dépendait du résultat de l'examen de la Commission européenne, à la mi-décembre.

Chris Woolard appelle au maintien des "normes internationales les plus élevées" dans le secteur financier britannique – Dans un discours prononcé lundi, le directeur sortant de la *Financial Conduct Authority* (FCA) a argué que le maintien d'un système de réglementation et de surveillance fort et robuste allait de pair avec la position de premier plan du Royaume-Uni dans les services financiers. C. Woolard se retirera du conseil d'administration de la FCA et de tout rôle exécutif ou décisionnel à partir du 1^{er} octobre 2020 ; Nikhil Rathi lui succède. Par ailleurs, C. Woolard a été missionné par la FCA pour évaluer la qualité et la pertinence de la réglementation du marché du crédit non garanti. L'étude prendra en compte notamment l'impact du coronavirus sur la sécurité de l'emploi et les scores de crédit, les changements dans les modèles d'entreprise et les nouveaux développements dans le domaine sur ce marché du crédit. Les recommandations seront présentées début 2021.

Le Partnership for Carbon Accounting Financials (PCAF) lance une coalition visant à promouvoir la mesure et la divulgation des émissions de carbone dans le secteur financier au Royaume-Uni – Le PCAF est un partenariat visant à normaliser la comptabilité carbone des services financiers. Ses méthodologies seront appliquées à la coalition pour mesurer avec précision les émissions carbone associées à leurs portefeuilles. Le but de l'initiative, soutenue par Mark Carney, est notamment de partager les bonnes pratiques, d'évaluer la qualité des données, et de développer de nouvelles méthodes pour quantifier les émissions financées. Ouverte et gratuite, l'initiative permettra ainsi aux banques de fiabiliser l'empreinte carbone de leurs portefeuilles et les aidera à aligner leurs stratégies sur l'Accord de Paris sur le climat. La coalition regroupe *Natwest, Lloyds Banking Group, Investec* et *Nationwide* et est présidée par la branche internationale du gestionnaire d'investissement *Federated Hermes*.

BANQUES & ASSURANCES

Des banques britanniques sont mises en cause dans l'affaire des *FinCEN files* – *Standard Chartered, Barclays* et *HSBC* apparaissent dans la liste des 10 banques mondiales ayant déposé le plus de déclarations d'activité suspecte (*Suspicious activity reports - SAR*) selon des documents dévoilés par l'enquête « *FinCEN files* » publiée par *Buzzfeed*. Les fichiers *FinCEN* regroupent plus de 2500 documents envoyés par les banques aux autorités américaines entre 2000 et 2017, au titre de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. *Standard Chartered* a déposé 232 SAR pour des montants équivalant à 166 md\$, *Barclays* 104 SAR (21 md\$), et *HSBC* 73 SAR (4,4 md\$). *Standard Chartered* fait aussi partie des banques ayant signalé une SAR de très gros volume avec un montant de 68 md\$ signalé en mai 2013. Par ailleurs, la société britannique *Mayzus Financial Services*, une société de traitement des paiements en ligne, est l'entité la plus signalée des fichiers *FinCEN*. Elle a servi des clients impliqués dans un réseau de blanchiment d'argent en *bitcoin* et apparaît 36 fois dans les SAR. Les *FinCEN files* ont aussi permis de découvrir que la banque *HSBC* a permis à des fraudeurs de transférer des millions de dollars dans le monde entier, alors qu'elle était informée la fraude reposant sur le schéma de Ponzi. A la suite de ces révélations, le cours boursier de *HSBC* a plongé de plus de 6%, à son plus bas niveau depuis 1995. Les actions de *Standard Chartered* et *Barclays* étaient aussi en baisse de 5% et 6% respectivement.

Les assureurs britanniques ne pourront plus prendre de mesures commerciales pour l'acquisition de nouveaux clients – La *Financial Conduct Authority* veut éradiquer la "pénalité de fidélité", pratique consistant à augmenter chaque année les prix pour les clients existants, de manière à subventionner indirectement des ristournes sur les polices des nouveaux clients. La FCA estime que 6 millions de personnes ont payé des prix "élevés ou très élevés" pour leur couverture en 2018, avec des surfacturations d'un montant total de 1,2 md£. A compter du second semestre de 2021, le client renouvelant son contrat ne pourra être facturé davantage que le nouveau client achetant cette même police d'assurance. Ceci s'appliquera aux polices d'assurance automobile et habitation et devrait permettre aux assurés d'économiser 3,7 milliards de livres sur dix ans. Les actions des compagnies d'assurance *Direct Line, Admiral, Sabre* et *Aviva* ont toutes chuté en réaction à la nouvelle, tandis que les actions du site de comparaison des prix *Money Supermarket* ont également baissé. La FCA a toutefois renoncé à l'une des modifications les plus controversées proposées dans la consultation, à savoir une possible interdiction du renouvellement automatique des polices, en raison du risque significatif d'oubli de la part des clients.

Virgin Money reçoit 35 millions de livres d'un fonds de soutien public destiné à stimuler la concurrence – La banque *Virgin Money* a reçu 35 millions de livres du *Capability and Innovation Fund* de 775 millions de livres financé par *NatWest*, l'ancienne *Royal Bank of Scotland*, en contrepartie de son renflouement par le gouvernement il y a plus de dix ans. *Virgin* a reçu le plus gros montant d'aide après que les bénéficiaires précédents, *Metro Bank* et *Nationwide*, aient été obligés de rendre plus de 100 millions de livres de subventions après avoir réduit leurs projets de développement commercial. *Virgin* a déclaré mercredi que cette enveloppe lui permettrait d'atteindre une part de marché de plus de 6%. Par ailleurs, *ClearBank*, en partenariat avec *Tide*, a reçu 25 millions de livres, tandis que *Ebury*, adossé à *Santander*, et *Market Finance*, prêteur non bancaire, ont reçu chacun 10 millions de livres. Ces aides ont été conçues pour stimuler la concurrence sur le marché des banques de détail, mais le *Banking Competition Remedies*, l'organisme indépendant de gestion du programme, a été critiqué pour avoir distribué ces subsides sur la base de promesses irréalistes.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé

Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Emma Cervantes, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 24 septembre 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T2 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-21,7%	-0,7%
PIB en glissement trimestriel		-20,4%	-1,6%
PIB par habitant		-20,6%	-1,8%
Inflation (IPC)		0,6%	2,1%
Evolution de la demande	Investissement	-25,6%	-2,3%
	Consommation	-24,1%	-1,9%
	Dépenses publiques	-15,7%	-1,1%
	Exportations (B&S)	-14,4%	-1,1%
	Importations (B&S)	-27,0%	-2,2%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	-20,2%	-1,9%
	Secteur de la construction	-35,1%	-2,9%
	Secteur des services	-20,3%	-1,5%
Parmi les services	Finance et assurances	-3,4%	-0,7%
	Ventes au détail	-9,5%	-0,5%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T2 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,0%
Taux d'emploi		76,4%	75,9%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	25,8	31,5
Productivité horaire**	Croissance annuelle	-1,2% (T1)	0,2%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	-2,6%	0,4%
Salaires réels	Croissance annuelle	-2,2%	0,0%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	-0,5% (T1)	0,3%
Taux d'épargne des ménages		8,6% (T1)	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T2 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-7,3%	-2,7%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	99,1%	84,9%
Investissement public net	-2,4%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T2 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-2,0%	-4,3%
Balance des B&S		1,0%	-1,2%
Balance des biens		-3,9%	-6,2%
Balance des services		4,9%	5,0%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,13	1,13
	GBP/USD	1,24	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.